



IDÉES

opinions

L'investissement éthique selon le Vatican

LE POINT DE VUE

de **Pierre de Lauzun** et **Pierre Guillet**

Une proposition hardie pour l'investissement financier, et donc pour les entreprises : voici ce qui nous arrive du Vatican, plus concrètement de l'Académie pontificale des sciences sociales, sous le nom de « Mensuram bonam », la bonne mesure.

On parle beaucoup d'investissement éthique, et il s'est considérablement développé depuis quelques années, notamment sous le nom d'ESG : environnement, social, gouvernance, où le premier terme domine d'ailleurs du fait de la question climatique. Tout cela va bien sûr dans le bon sens. Mais on reste sur l'impression qu'on continue à prendre comme point de départ ce qui se fait actuellement dans les entreprises où l'on investit, en y ajoutant des préoccupations éthiques certes importantes, mais qui n'en redéfinissent pas le rôle premier.

« Mensuram bonam » retourne la question : ce texte d'une cinquantaine de pages part d'une vision de l'homme et de la société, et nous demande de regarder quelle est la bonne activité économique, le bon rôle et pour tout dire la vraie mission des entreprises, au service du développement humain. Ce qu'il propose, c'est donc tout simplement un retournement de perspective.

On pourrait balayer la proposition en notant que, venant d'une Eglise et s'adressant aux croyants et aux institutions d'église, elle ne concerne pas la plupart des gens et que, d'ailleurs, ce n'est pas leur affaire. Mais, en réalité, le texte est parlant pour toute personne de bonne volonté : quand on parle de bien

commun, de solidarité, de subsidiarité, de cette maison commune qu'est la Terre, cela a un sens pour tout un chacun. Et donc, quand, par exemple, on met l'entreprise dans la perspective du bien commun, c'est un véritable retournement qui est visé, et que chacun peut apprécier.

On pourrait aussi y voir une forme d'utopie. Mais ce texte, très ferme sur l'exigence éthique qui incombe à tout investisseur, se veut en même temps une première proposition, une incitation au réveil et à la réflexion, et non un ensemble de recettes.

Plusieurs voies y sont d'ailleurs ouvertes, à partir des pratiques existantes, comme l'investissement d'impact où on choisit positivement des entreprises œuvrant dans le sens voulu, ou celle des « meilleurs de la classe », où l'on range les entreprises selon des critères éthiques tout en maintenant un dialogue avec elles pour les faire évoluer.

Inversement, on pourrait critiquer le fait de partir de ces réalités actuelles, que d'autres contestent, ne serait-ce qu'en admettant le principe même de l'investissement financier, ainsi que la recherche de résultats de gestion corrects, non comme cible prioritaire de l'économie, mais comme mesure du travail réalisé. Mais, justement, il s'agit d'œuvrer pour le bien là où l'on est, en prenant ses responsabilités, dans une économie qui est fondée sur l'initiative – une initiative mise au service du bien commun.

Plus judicieusement, car plus au cœur de la question, il est possible de débattre de tel ou tel point, notamment dans l'approche par exclusion très pri-

sée des investisseurs éthiques anglosaxons : si chacun admet qu'il faut éviter d'investir dans la pornographie, le débat sur le nucléaire, l'alcool, l'armement ou la pilule abortive, ne fait pas l'unanimité. Mais ce débat est souhaitable, car précisément ces points et bien d'autres sont listés dans le document comme points de préoccupation et non comme cases à cocher ; des points sur lesquels la discussion est nécessaire, avant la prise de responsabilité.

Pour nous, entrepreneurs et dirigeants chrétiens, ce document est bienvenu. On n'a jamais autant parlé de la question du sens dans les entreprises, et on n'a jamais autant attendu des entreprises – notamment les nouvelles générations qui font du sens de leur mission une question centrale. Mais pour que l'entreprise s'oriente différemment, il faut que ses partenaires financiers l'accompagnent : il faut donc changer le regard des investisseurs. Ce qui nous concerne finalement tous, car tout épargnant est un investisseur.

Pierre de Lauzun est président de la commission économie et finance éthiques des Entrepreneurs et dirigeants chrétiens et **Pierre Guillet** est président des EDC.

Il s'agit d'œuvrer pour le bien dans une économie fondée sur l'initiative – une initiative mise au service du bien commun.

